

La fin de l'histoire et des luttes sociales ? Pas si simple !

Louis Weber

Espaces Marx

Il y a une vingtaine d'années, conséquence directe de la chute du mur de Berlin et de la fin du système soviétique et de ses satellites, de bons esprits nous annonçaient la fin de l'histoire. C'est-à-dire, dans leur esprit, la fin des luttes sociales, de la lutte des classes et, par conséquent, des changements sociaux que ces luttes produisent.

Contrairement à Karl Marx, pour qui l'humanité n'était pas encore de ce point de vue sortie de sa préhistoire, Francis Fukuyama, qui a réinventé le concept de «fin de l'histoire» déjà présent chez d'autres penseurs et notamment Hegel, pensait, à l'époque tout au moins, que l'histoire, qu'il concevait comme un combat entre des idéologies et non pas le résultat de l'affrontement de classe, touchait à sa fin avec la défaite du camp socialiste et la fin de la guerre froide. Et, ceci étant la conséquence de cela, l'émergence d'un large consensus, à l'échelle de la planète, autour de la démocratie libérale.

La «fin de l'histoire» ainsi théorisée a connu son heure de gloire avant que la force des mouvements sociaux, dans de nombreux pays du monde mais aussi, ce qui a été une nouveauté de ces deux dernières décennies, à l'échelle européenne et mondiale, ne viennent rappeler que ce n'était pas si simple.

Au regard de ces thèses, le titre même du dernier débat de ce colloque: «Les nouvelles conditions de la lutte des classes» peut donc apparaître provocateur ou, plus exactement, fleurir bon l'archaïsme et la ringardise. Pourtant, à voir les luttes sociales les plus diverses qui se développent en France et ailleurs, des indigènes d'Amérique du Sud dont il a déjà été question au cours de ce collo-

que, aux salariés des pays européens, en passant par les luttes courageuses que mènent les peuples, aujourd'hui, en Tunisie, en Égypte et dans d'autres pays arabes, on voit que les combats anciens entre les opprimés et les oppresseurs, entre les exploités et ceux qui les exploitent, continuent à faire l'histoire.

Ceci dit, il serait vain de faire comme si le monde ne s'était pas profondément transformé au cours de ces dernières années, comme si des repères ne s'étaient pas estompés. Les contours des classes sociales sont devenus plus flous, le nombre des désaffiliés, comme disent les sociologues, a considérablement augmenté en France, en Europe et peut-être davantage encore dans le monde. Changements qu'au regard de notre problématique, ici, le sociologue Jean Lojkin exprime ainsi : « La disparition dans les luttes actuelles d'un acteur central, d'un groupe inducteur, hégémonique, [...] la « classe ouvrière » et de ses institutions représentatives [...], ne signifie donc pas pour autant la fin de toute « lutte des classes ». La diversité des acteurs sociaux, le caractère parfois composite de « coalitions » multipolaires n'empêchent pas l'émergence d'un salariat diversifié, allié parfois à certaines professions libérales (artistes, médecins, petits entrepreneurs), qui tentent aujourd'hui, chacun à sa façon, de s'opposer aux fractions dominantes du capitalisme financier et de la technocratie d'État. »¹

D'autres chercheurs ont parlé de « Lutte des places », notamment chez les chercheurs du domaine de l'éducation pour tenter de penser les stratégies individuelles et familiales au sein du système scolaire. Un livre est paru sur ce thème dès les années 1990². Ce qui mérite quelques explications. On a souvent évoqué un certain recul du sens du collectif depuis deux ou trois décennies, parallèlement, mais ce n'est évidemment pas un hasard, avec les débuts de l'hégémonie néolibérale. À la même époque, ce qui n'est pas un hasard non plus, on a vu l'exclusion sociale, ou la désinsertion sociale, devenir un phénomène majeur des sociétés développées. Le travail se faisant plus rare, les plus défavorisés avaient l'impression de devenir inutiles au monde, n'y ayant plus de place. Pour les auteurs, la *désinsertion* sociale distend les liens sociaux, contrairement à la pauvreté, qui souvent les resserre. On a affaire ici à deux logiques : celle d'une société qui produit de l'exclusion, celle d'individus qui ont des stratégies d'acteurs—tous les chômeurs, par exemple, ne deviennent pas en effet des exclus—et qui refusent que leur utilité « sociale » soit jugée uniquement à l'aune du travail et des revenus qui en découlent. On voit bien ici une caractéristique importante de la revendication sociale aujourd'hui : pour les plus en difficulté, elle se traduit simplement par l'exigence d'une place dans la société. Cette attention à l'individu est reprise dans un domaine et avec une vision un peu différente par le géographe Michel Lussault—le titre de son récent livre étant tout un programme au regard du thème de notre débat : *De la lutte des classes à la lutte des places*. Pour l'auteur, la trame de

l'existence est moins la position dans les rapports sociaux que les relations spatiales créées avec les réalités diverses que l'individu croise et utilise : humaines, non humaines, objets, matières, idées, etc ³.

Comment dans ces conditions penser les contradictions qui travaillent les sociétés ? Quels sont les acteurs des luttes que je viens d'évoquer ? D'où viennent-ils ? Quels sont leurs repères individuels et collectifs ? La notion de classe sociale a-t-elle encore une pertinence ? Quel est le bloc social qui pourrait donner sens aux luttes et conduire le changement ? Ce sont les thèmes que je propose à nos invités de traiter, ainsi qu'à celles et ceux qui ont bien voulu accepter de discuter leurs contributions.

Notes

(1) « Transformations et actualité de la lutte des classes », <http://www.pcf.fr/293>

(2) De Gaulejac Vincent, Taboada Léonetti Isabel, Blondel Frédéric et Boullier Dominique-Marie, *La lutte des places*, Desclée de Brouwer, 1997.

(3) Michel Lussault, *De la lutte des classes à la lutte des places*, Grasset, 2009.